



Tribune libre

Auteur : Jean-Marc Richard, Président de la Fondation AMIPI-Bernard Vendre

Titre :

Comment les neurosciences changent le regard sur l'usine, rempart contre l'exclusion.

« Monsieur le Président du Crédit Lyonnais, recrutez les jeunes étudiants français : ils ne veulent plus aller dans les usines » demandait en 1971 le Président Georges Pompidou à Monsieur Bloch-Lainé.

La crise actuelle ne prend-elle pas sa source dans cette hiérarchie implicite des emplois?

En survalorisant au sein du système éducatif et donc aux yeux des jeunes, l'emploi tertiaire au détriment de l'emploi secondaire n'a-t-on pas affaibli la capacité de notre pays à donner un emploi à chacun, notamment aux plus fragiles ?

Les neurosciences aujourd'hui apportent un éclairage radicalement nouveau sur le sujet.

Certaines organisations résistantes, engagées sur le front de l'insertion, entrevoient déjà les pistes et les réformes que cela impliquerait.

L'usine stimule le cerveau : le point de départ est scientifique

En permettant la répétition d'apprentissages (et non pas de tâches) dans un cadre collectif scientifiquement pensé, le travail manuel industriel développe le cerveau et plus précisément les connexions synaptiques. Rapidité, dextérité, repérage spatial, coordination complexe, mais aussi autonomie, confiance en soi, estime de soi, valorisation sociale sont les fruits d'une expérience en usine, dans un cadre pédagogique adapté.

Par ce processus, fondé sur le principe de la plasticité neuronale, l'usine devient ainsi un lieu de thérapie, qui permet à des publics fragilisés par une déficience intellectuelle ou sociale de développer leurs capacités cognitives, d'acquérir des compétences et savoir-être professionnels et de trouver un emploi durable en entreprise.

On estime en France à 600 000 le nombre de personnes en situation de handicap, en capacité de travailler mais privées d'emploi. Plus largement, ce sont près de 5 millions de personnes qui sont aujourd'hui, totalement ou partiellement, privées d'emploi en France : illettrisme, handicap, chômage, exclusion, précarité...

Pourquoi fermer les usines, si le travail en usine et ses apprentissages permettent de gagner en autonomie?

Une personne en capacité de travailler mais exclue de l'emploi coûte chaque année 12 000€, hors tous les coûts liés à son exclusion.

Une personne en poste dans une entreprise adaptée, développant ses capacités cognitives et son employabilité grâce à des apprentissages répétés coûte chaque année à la collectivité 14 000€ sous forme principalement d'aides aux postes. Une personne ayant gagné son autonomie grâce à ces apprentissages,



insérée dans une entreprise non seulement ne coûte plus rien à la collectivité, mais devient contributrice à l'économie par son activité, sa consommation et ses impôts.

Ce calcul de bon sens n'est-il pas une invitation à repenser d'urgence la place des usines mais également les modalités de leur organisation au service du développement des personnes?

Ne faudrait-il pas, pour toute activité, mesurer sa performance sur des critères de qualité et d'innovation de produits, mais aussi sur des critères de développement humain que les neurosciences permettent de mettre en valeur aujourd'hui, ce qui n'était pas le cas en 1971?

Une telle évolution en appelle à la responsabilité de tous

Si on observe une région d'Europe comme la Bavière ou la ville de Wolfburg, siège des usines Volkswagen, on comprend en effet qu'une économie ne développe son industrie (25% à 35% de la population active de ces régions contre 15% en France) que si toutes les composantes sociales soutiennent cette orientation.

C'est le cas quand un syndicat qui représente jusqu'à 70% de l'effectif d'une entreprise prend part de façon responsable aux décisions collectives.

C'est aussi le cas quand le coût du logement reste une valeur sociale et non spéculative.

C'est le cas quand le patronat et les actionnaires réinvestissent massivement dans l'outil industriel pour assurer sa modernité et intégrer des innovations, dans une logique de RSE ancrée dans les territoires. C'est le cas enfin quand les politiques privilégient par leurs arbitrages budgétaires, les dispositifs sociaux tournés vers la conquête de l'autonomie de leurs bénéficiaires.

En France, rien n'est inéluctable et il n'y a aucune fatalité : Maurice Vendre a développé 7 usines de 100 personnes chacune, dans une activité de câblage automobile, pourtant facilement délocalisable avec 80% de main d'œuvre. Il s'est implanté dans des villes à faible pression immobilière, où le pouvoir d'achat des ouvriers, techniciens et ingénieurs reste correct par rapport à un coût du travail qui est forcément à comparer avec les pays limitrophes.

Au niveau d'une société, les anthropologues le savent : le scientifique précède l'économique qui précède le social, qui précède les mentalités c'est-à-dire l'évolution des comportements.

Changeons de regard sur l'usine, voyons-la comme un lieu vital pour nos territoires, où se jouent potentiellement le développement des plus fragiles d'entre nous et la cohésion de toute notre société.

Maryse Vendre et Jean-Marc Richard

Fondatrice-administratrice et Fondateur-président de la Fondation AMIPI - Bernard VENDRE